

## Déclaration Unsa–Education au CTSD du 20 Juin 2019

Monsieur le Directeur académique,  
Mesdames et Messieurs,

Avec les documents de travail et nos heures de discussions lors des CTSD précédents, nous pouvons résumer la situation de la manière suivante: Vous tentez bien d'écouter les personnels, mais vous n'en avez pas les moyens. ! Malgré la baisse annoncée des effectifs, 50 postes supplémentaires ne seront pas suffisants et nous comprenons que vous devez faire des choix.

Mais avant de pouvoir choisir, il y a les annonces ministérielles à mettre en place comme la cible des 12 élèves par classe dans les CP et les CE1 et le dédoublement des GS en REP, ainsi que la limitation à 24 élèves par classe en GS, CP, CE1. Ces mesures sont imposées, mais bien sur les moyens dédiés dans la dotation départementale sont insuffisants. Il vous reste alors plusieurs mauvais choix possibles : celui de supprimer les postes de «plus de maîtres que de classes» qui venaient d'être créés et de fermer des classes supplémentaires, ou laisser se dégrader les moyens de remplacement.

Du coup, ce qui auraient pu être des bons choix demeure impossible, Comme celui d'ouvrir des classes dans les maternelles à plus de 30 élèves, il y a des situations qui durent depuis plusieurs années. Il existe des cohortes d'élèves qui passent toute leur scolarité à près de trente par classe, chaque année.

Nous jugeons positivement la création de 3 postes de brigade soutien en mathématiques, il sera nécessaire d'en faire le bilan au bout d'un an.

Nous voulons remettre dans le paysage de la carte scolaire les problématiques actuelles qui restent sans solution. Nous pensons à l'état du remplacement, par exemple, car la pénurie est toujours d'actualité.

Lorsqu'un enseignant n'est pas remplacé, c'est toute l'organisation interne de l'école qui est perturbée (répartition des élèves avec des effectifs parfois trop importants pour assurer la sécurité, APC supprimés, séances de piscine annulées régulièrement, suivi pédagogique des élèves non assuré parfois sur de longues périodes...)

Un autre exemple, celui des classes surchargées qui doivent jouer le jeu de l'inclusion...avec notamment des écoles proches du seuil d'ouverture voire au-dessus de ce seuil, si les élèves d'ULIS étaient pris en compte dans les effectifs.

Ainsi, comment peut-on voir l'école de la confiance? Comment doit-on comprendre la priorité donnée au primaire?

Cela nous rend forcément méfiant car ces belles intentions, qui font écho à des promesses présidentielles, retiennent toute l'attention de l'Unsa-Education mais nous ne pouvons nous y inscrire sans garanties.

Ces promesses, pour être tenues, ne peuvent se faire à moyens constants. Elles nécessitent des nouveaux moyens ; en locaux tout d'abord – ce qui posera de nombreux problèmes aux communes – mais aussi et surtout des moyens humains. Des personnels formés. Or, il ne semble pas que des modifications budgétaires soient envisagées par le gouvernement pour permettre l'ouverture de postes.

L'Unsa Education estime donc absolument nécessaire l'annonce d'un plan pluriannuel de recrutements par concours de professeurs des écoles, avec la constitution et le recours à des listes complémentaires dans les académies dès cette session 2019.

**Enfin, quelles sont les consignes ministérielles pour répondre aux annonces présidentielles, quelle visibilité est attendue pour la prochaine rentrée et les suivantes, comment cela va-t-il se traduire dans notre département ?**

Recours accru aux contractuels? Redéploiement de moyens vers le premier degré ?

Fermetures plus massive de classes? Va-t-on devoir entasser les élèves dans les autres classes pour permettre de dédoubler en GS REP et d'avoir 24 élèves par classe en GS, CP et CE1 ?

Monsieur le Directeur académique, nous attendons vos réponses à ces interrogations que se posent non seulement les enseignants, mais que se posent aussi élus et parents qui nous interpellent.

Je vous remercie de votre attention.